

ARTICLE 5

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Dans le cas où une demande de prestations de Sécurité sociale aurait été rejetée pour le seul motif d'une modification des éléments d'identification, le ressortissant marocain intéressé pourra introduire devant l'organisme compétent une demande en révision de son dossier fondée sur le fait nouveau que constitue la justification de la concordance des éléments d'identification prévue par le présent Protocole d'accord.

ARTICLE 6

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent accord prendra effet après que les formalités nécessaires à sa mise en vigueur auront été accomplies.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 1978.

LETTRE DU 22 SEPTEMBRE 1978

ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE

Ouverture du droit à l'allocation de rentrée scolaire :
critère d'âge

Le Ministre de la Santé et de la Famille à M. le Directeur de la C.N.A.F.

Par lettre en date du 8 août 1978 vous avez appelé l'attention sur la discordance existant actuellement entre les dispositions de l'article 2, 1^{er} alinéa du décret n° 74-706 du 13 août 1974 (1) relatif à l'allocation de rentrée scolaire et la réglementation relative aux dispenses d'âge accordées par les autorités académiques pour l'accès à l'école primaire d'enfants n'ayant pas atteint l'âge de la scolarité légale obligatoire.

J'observe, en effet, — d'une part que l'article 2, 1^{er} alinéa du décret susvisé du 13 août 1974 dispose qu'« ouvre droit à l'allocation de rentrée scolaire chaque enfant à charge qui atteindra son sixième anniversaire avant le 1^{er} février de l'année suivant celle de la rentrée scolaire », — d'autre part que l'article 5, 1^{er} et 2^e alinéas du décret n° 76-1301 du 28 décembre 1976 relatif à l'organisation de la formation dans les écoles maternelles et élémentaires dispose que :

« A chaque rentrée scolaire les enfants atteignant six ans dans l'année civile en cours sont admis en classe primaire.

Peuvent être également admis, à titre exceptionnel, les enfants ayant atteint cinq ans avant le 1^{er} septembre de la même année et bénéficiant d'une dérogation accordée par l'Inspecteur de la circonscription ».

Cette nouvelle réglementation a amené les Inspecteurs d'Académie à accorder des dispenses au-delà du 31 janvier de l'année scolaire en cours et certains enfants bénéficiaires de ces dérogations se sont vu refuser l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire, en application de l'article 2 du décret du 13 août 1974 précité.

Cette situation me semble peu conforme à l'esprit de la loi qui entend faire bénéficier de l'allocation de rentrée scolaire, sous certaines conditions de ressources, tous les enfants inscrits à l'école primaire.

Je ne suis donc pas opposé à ce que cette prestation soit désormais attribuée à tout enfant, qui est admis au cours préparatoire, en vertu d'une dérogation délivrée par l'Inspecteur d'Académie.

Je précise que les présentes instructions sont applicables dès la rentrée scolaire 1978 et vous laisse le soin de les communiquer dans les meilleurs délais aux Caisses d'Allocations familiales.

(1) Voir « Guide des Prestations familiales », tome II, page 2393.